



BASTILLE GRENOBLE

Pascal EYDOUX

Ancien Bâtonnier

Commercial, civil, administratif

Pascale MODELSKI

Ancien Bâtonnier

Spécialiste en droit commercial et
Voies d'exécution

Laurence GUMUSCHIAN

Création, transmission d'entreprises
Fusions et baux commerciaux

David ROGUET

Ancien Bâtonnier

Copropriété et baux

Thomas BONZY

Civil et commercial

Annette PAUL

Spécialiste en droit du travail,
protection sociale et sécurité sociale

Ivan CALLARI

Contentieux et conseil social

François HILAIRE

Spécialiste en droit fiscal

Saverio CURABA

Ancien Conseil juridique et fiscal

Adeline GOLVET

Propriété intellectuelle, numérique,
données personnelles

Françoise MOLLARD

Aurélien ALMY-AUBERT

Elise QUAGLINO

Elsa POLZELLA-REBOUL

Alban VILLECROZE

BASTILLE LYON

Frédéric PIRAS

Joël VALETTE

BASTILLE SAVOIE

Nathalie VIARD

Virginie HERRISON-GARIN

GIE BASTILLE AVOCATS

10-12 avenue Alsace Lorraine

38000 GRENOBLE

Tél 04 76 03 29 66

bastille-avocats.fr

Monsieur Jean-François BENOIT

Expert Judiciaire

22 rue Paul Helbronner

38100 GRENOBLE

Par email : contact@benoit-architecte.fr

Grenoble, le 21 juillet 2021

N/Réf. : 685739 - BEAUCHAMP / SCCV MONTBONNOT MESANGES

Monsieur l'Expert,

Je reviens vers vous dans le dossier cité en références et en qualité de conseil de Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER s'agissant de l'expertise judiciaire qui vous a été confiée par ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 (parties privatives).

Par courrier en date du 9 juillet 2021, j'ai été destinataire de votre pré-rapport d'expertise pour lequel vous souhaitez que les dires vous soient transmis le 30 juillet 2021.

Cependant, ce délai me semble difficilement tenable notamment dans la mesure où j'ai été destinataire ce jour de la dénonciation d'assignation et d'ordonnances et assignation en référé diligentées à la requête de mon confrère, Maître ROBICHON, pour le compte de la SCCV MONTBONNOT MESANGE qui a appelé à la cause l'ensemble des locataires d'ouvrage et leurs assureurs concernés par les désordres et malfaçons dénoncés par Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER.

Dans ces conditions, il me semble que vous ne pouvez que suspendre vos opérations d'expertise dans l'attente de l'ordonnance de référé qui sera vraisemblablement rendue le 15 septembre prochain et à la suite de laquelle vous devrez donc convoquer l'ensemble des parties pour une nouvelle réunion d'expertise.

Je remercie mon confrère de bien vouloir confirmer ces éléments mais je vous adresse d'ores et déjà la copie de la dénonciation d'actes qui m'a été remises ce jour.

Mon contradicteur me lit en copie,

Je reste donc dans l'attente de votre retour et de votre confirmation de la suspension de vos opérations d'expertise dans l'attente de l'ordonnance de référé du 15 septembre à venir.

BASTILLE AVOCATS GRENOBLE

SELARL GUMUSCHIAN ROGUET BONZY

SELARL EYDOUX MODELSKI

SELARL EUCLIDE

SELARL AP-CI SOCIAL AVOCATS

SELARL ADELIN GOLVET

Je vous prie de croire, Monsieur l'Expert, à l'assurance de mes sentiments distingués.

David ROGUET
Avocat associé
roguet@bastille-avocats.fr